

## Notes d'actualité

# Réactions à la pandémie de la COVID-19 dans les communautés aborigènes de la région des Kimberley en Australie-Occidentale

Melissa Marshall, Sandra Wooltorton, Kate Golson, Anna Dwyer, Gillian Kennedy, Uweinna Albert, Maria Morgan, Laurie Guimond, Anne Poelina and Patrick Sullivan

Volume 29, Number 2, 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1090484ar>

DOI: <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n2.1168>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Université du Québec à Chicoutimi

### ISSN

1493-8871 (print)

2564-2189 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this document

Marshall, M., Wooltorton, S., Golson, K., Dwyer, A., Kennedy, G., Albert, U., Morgan, M., Guimond, L., Poelina, A. & Sullivan, P. (2020). Notes d'actualité : réactions à la pandémie de la COVID-19 dans les communautés aborigènes de la région des Kimberley en Australie-Occidentale. *Revue Organisations & territoires*, 29(2), 163–169. <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n2.1168>

© Melissa Marshall, Sandra Wooltorton, Kate Golson, Anna Dwyer, Gillian Kennedy, Uweinna Albert, Maria Morgan, Laurie Guimond, Anne Poelina, Patrick Sullivan, 2020



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## NOTES D'ACTUALITÉ

### Réactions à la pandémie de la COVID-19 dans les communautés aborigènes de la région des Kimberley en Australie-Occidentale

Melissa Marshall<sup>a</sup>, Sandra Wooltorton<sup>b</sup>, Kate Golson<sup>c</sup>, Anna Dwyer<sup>d</sup>,  
Gillian Kennedy<sup>e</sup>, Uweinna Albert<sup>f</sup>, Maria Morgan<sup>g</sup>, Laurie Guimond<sup>h</sup>,  
Anne Poelina<sup>i</sup>, Patrick Sullivan<sup>j</sup>

La crainte suscitée par les épidémies et les pandémies chez les peuples aborigènes<sup>1</sup> de l'Australie n'a rien de nouveau. Dès ses débuts, la colonisation a provoqué des éclosons de grippe, de variole et de rougeole qui ont décimé des populations entières, bouleversant ainsi le tissu socioculturel de plusieurs nations aborigènes. Dans la région des Kimberley, en Australie-Occidentale<sup>2</sup>, la lèpre a justifié le déplacement d'Autochtones de tous âges vers des établissements hautement supervisés et des missions<sup>3</sup> en région éloignée (voir Annexe). Ceux qui travaillaient sur les ranchs d'élevage bovin recevaient initialement des rations en guise de « rémunération ». À la fin des années 1960, en raison de politiques d'accès à de meilleures conditions de travail et à l'établissement du salaire minimal en Australie, plusieurs travailleurs autochtones ont été expulsés des ranchs, ce qui a engendré un exode vers les villes régionales. S'en est suivie la création de réserves et de camps dans les pourtours de ces villes (town camps), dans lesquels les conditions de vie étaient précaires et qui sont devenus aujourd'hui des entités administratives officielles.

Au début des années 1970, le chômage et les prestations d'aide sociale offertes aux Autochtones, communément nommées sit-down money<sup>4</sup>, ont largement contribué à l'augmentation du taux d'alcoolisme et de toxicomanie, ici considérés comme étant des maladies coloniales qui font encore des ravages aujourd'hui. Ainsi, en raison de ces traumatismes, la peur des épidémies et des maladies résultant de la présence des colons occidentaux est un sentiment partagé par plusieurs.

L'histoire coloniale a engendré une tension continue, voire de la méfiance en ce qui a trait à la perception des services de sécurité déployés dans les communautés éloignées. Depuis la colonisation, les peuples aborigènes font continuellement face au retrait forcé des territoires avec lesquels ils entretiennent une relation intrinsèque et qu'ils ont la responsabilité de protéger. Des politiques encourageant la réappropriation des terres ancestrales ont vu le jour dans les années 1970. Cependant, en 2014, en réaction à l'annonce du gouvernement du Commonwealth de l'Australie d'abolir le financement opérationnel des

<sup>a</sup> Chargée de recherche, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia

<sup>b</sup> Professeure agrégée et chargée de recherche senior, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia

<sup>c</sup> Chercheure, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia

<sup>d</sup> Chercheure, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia

<sup>e</sup> Chercheure, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia

<sup>f</sup> Agente principale d'administration, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia

<sup>g</sup> Agente de sécurité culturelle, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia

<sup>h</sup> Professeure agrégée, département de géographie, Université du Québec à Montréal, chercheure associée, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia, chercheure invitée, School of Science, Edith Cowan University

<sup>i</sup> Professeure associée et chargée de recherche senior, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia

<sup>j</sup> Professeur titulaire et chargé de recherche senior, Nulungu Research Institute, The University of Notre Dame Australia

---

communautés éloignées, le gouvernement de l'État de l'Australie-Occidentale, dirigé par Colin Barnett, a menacé de littéralement les fermer, bien qu'elles accueillent 12 000 Autochtones (Kagi, 2014; Kelly et Lobo, 2017).

Cette déclaration et d'autres dans la même foulée ont semé la confusion et une profonde inquiétude chez les peuples aborigènes des Kimberley et leurs alliés non autochtones, et ce, sur une période prolongée. Elles réaffirmaient l'idée selon laquelle les pouvoirs coloniaux des gouvernements l'emportent sur les perspectives locales et les intérêts des peuples aborigènes. Dans un contexte de crise comme celle de la COVID-19, les membres des communautés continuent de plaider en faveur de leurs droits, une perspective renforcée par June Oscar (2020), commissaire de l'Aboriginal and Torres Strait Islander Social Justice, qui soutient que les territoires traditionnels sont les milieux de vie les plus sécuritaires pour les Autochtones.

À l'échelle nationale, les peuples aborigènes et les insulaires du détroit de Torrès<sup>5</sup> sont reconnus comme étant l'une des populations les plus vulnérables de l'Australie en raison de la forte prévalence de maladies chroniques et d'autres problèmes de santé. Alors que le nombre de cas de COVID-19 augmentait rapidement au sein de la population australienne au début de l'année 2020, plusieurs membres des peuples aborigènes, notamment par le truchement des Aboriginal Community Controlled Organisations (ACCO), d'autres organismes non gouvernementaux affiliés et des ministères concernés, ont fait part de leur inquiétude.

À son apogée, la panique suscitée par la pandémie a déclenché des actions rapides prises par le gouvernement, dont l'élaboration d'une loi d'urgence rédigée du jour au lendemain et adoptée en quelques heures. Cela a provoqué la confusion et une réelle préoccupation partagée par les peuples aborigènes des Kimberley. Les mesures de distanciation sociale mises en place par les gouvernements des États et le gouvernement fédéral, dont il est question dans cet article, constituent un exemple probant qui illustre le caractère intrusif des mesures d'urgence adoptées par ces autorités. Cet article vise à présenter les réflexions initiales d'un projet de recherche innovant mené par des Autochtones en cours d'élaboration dans la région des Kimberley.

## 1. Contexte historique

Au cours des dernières décennies, des maladies telles que le VIH/SIDA, l'hépatite B, l'influenza et le trachome ont accusé une forte prévalence dans les communautés aborigènes situées en région éloignée. Bien que plusieurs facteurs historiques, systémiques, institutionnels, géographiques et épistémiques aient été documentés pour expliquer cette prévalence (p. ex., Marmott, 2011; Paradies, 2016; Sherwood, 2013; Strakosch, 2015; Sullivan, 2011, 2015), les risques de problèmes de santé y sont toujours très présents. La crise actuelle démontre la gravité des répercussions continues de ces facteurs contextuels et des déterminants sociaux de la santé, d'autant plus que la COVID-19 touche particulièrement les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques.

Les communautés aborigènes des Kimberley se trouvent donc dans une situation d'extrême vulnérabilité. Une stratégie de communication immédiate et efficace s'est avérée impérative lors du déclenchement de cette pandémie, et ce, afin de fournir des informations sanitaires essentielles, y compris les détails et les raisons des mesures mises en œuvre par les gouvernements pour assurer la sécurité dans les communautés.

Des chercheurs internationaux ont évalué la capacité d'intervention en matière de santé publique de plusieurs pays selon trois actions, à savoir prévenir, dépister et réagir (Kandel, Chungong, Omaar et Xing, 2020). En ce qui concerne la capacité de réagir, les auteurs postulent que :

Selon l'OMS, une préparation opérationnelle adéquate aux situations d'urgence permettra une réponse rapide, efficace et efficiente. L'atteinte d'une préparation opérationnelle adéquate est un processus continu de mise en place, de renforcement et de maintien d'une infrastructure multisectorielle de réponse, processus qui peut être appliqué sur différents plans, qui respecte une approche « tous risques » et qui priorise la gestion des risques les

plus élevés... Notre étude démontre que plus de 50 % des pays analysés se classent dans les niveaux les plus élevés de capacités de préparation opérationnelle; néanmoins, les résultats doivent être intégrés à ceux des évaluations locales des risques pour comprendre, de manière exhaustive, les capacités nationales de préparation à la COVID-19 (p. 1052, trad. libre, notre soulignement).

Si les mesures adoptées par le gouvernement fédéral et celui de l'État de l'Australie-Occidentale se sont révélées efficaces pour « aplatir la courbe », elles ont toutefois engendré plusieurs défis, particulièrement dans les communautés aborigènes des Kimberley. Nonobstant l'importance de la distanciation physique et de l'isolement pour assurer la sécurité des communautés face aux risques de la transmission du virus, la culture, les modes de vie propres aux régions éloignées et les conditions sociosanitaires précaires (dont le surpeuplement des logements et un accès limité à des soins de santé) ont grandement été bouleversés par les restrictions.

La nécessité d'entreprendre des recherches sociales ancrées dans une approche décoloniale et menées par et pour les peuples autochtones s'impose. Il est primordial d'adopter des pratiques de recherche critiques du colonialisme et de ses effets qui perdurent, tout en fondant les travaux sur une compréhension fine de la santé culturelle et de la relation inhérente au territoire des peuples aborigènes des Kimberley. Le choc de cette crise pandémique et la reconnaissance des perturbations socioculturelles qu'elle provoque mettent de l'avant l'urgence de développer des recherches innovantes et respectueuses des cultures, menées conformément aux principes éthiques, philosophiques et méthodologiques de *The Nulungu Way* (Nulungu Research Institute, 2016).

## 2. Innovations dans les Kimberley et portée pour les prochaines crises

À l'aube de 2020, la crise s'étend à l'échelle planétaire, puis elle prend de l'ampleur au mois de mars en Australie, posant dès lors une panoplie d'enjeux de santé publique qui demandent des réponses immédiates et drastiques. Les peuples aborigènes ont rapidement été ciblés comme faisant partie des populations vulnérables à protéger (Wensing, 2020). Des mesures d'urgence, présentées dans le document *Remote aboriginal communities directions* (Government of Western Australia, 2020), ont été communiquées au milieu de l'après-midi du 20 mars, puis elles ont été mises en œuvre à partir de minuit, sans que les communautés aborigènes éloignées en aient été informées préalablement. Les déplacements entre les six grands comtés des Kimberley et les communautés limitrophes se sont vu interdits, tout comme ceux dans les communautés voisines. Plusieurs Autochtones qui se trouvaient dans les villes régionales à ce moment ont été incités par les autorités gouvernementales à retourner dans leur communauté d'origine pour y rester, ce qui n'a pas fait l'unanimité.

En effet, certaines communautés, dont celles de Balgo, Beagle Bay et Bidadanga, avaient déjà fermé leurs frontières dans les jours précédant l'annonce du gouvernement afin de protéger leurs aînés (elders)<sup>6</sup> et les personnes âgées, répondant ainsi à un devoir culturel envers ces groupes. En guise d'exemple, lorsque les autorités gouvernementales ont organisé, sans consulter les communautés, les voyages de retour des membres qui se trouvaient dans les villes régionales vers Balgo (située dans le désert de Tanami, à 250 kilomètres de la ville de Halls Creek et à 900 kilomètres de Broome), des résidents de Balgo se sont enfuis dans des camps dans la brousse pour se protéger d'une exposition potentielle au virus dans des maisons déjà surpeuplées. À Bidadanga (à 185 kilomètres de Broome), la communauté a empêché le retour de ses membres par les voies terrestre et aérienne, forçant ces derniers à retourner à Broome dans des maisons surpeuplées ou encore à la rue. Tirant des enseignements de ces événements, le gouvernement de l'Australie-Occidentale, par l'entremise du Department of Communities, s'est alors empressé de travailler avec chacune des communautés éloignées afin de développer un plan stratégique répondant à leur situation et à leurs besoins spécifiques. Entre autres, des règles concernant l'accès aux communautés par des travailleurs des services essentiels ont ainsi été établies.

---

Le principal problème des mesures d'urgence ébauchées et appliquées par le Commissariat de police de l'Australie-Occidentale dans les communautés aborigènes des Kimberley est qu'aucune structure n'était en place pour supporter la mise en œuvre des mesures ni pour faciliter l'engagement des nations aborigènes en tenant compte de leurs propres plans d'intervention stratégique. En contredisant les mesures déjà en place dans certaines communautés, les nouvelles mesures législatives ont semé la confusion au sein des groupes qui avaient déjà le pouvoir d'agir avant le 20 mars. Les mécanismes de gouvernance culturelle reconnus se sont trouvés à la fois supportés et invisibilisés par le retrait du pouvoir des autorités locales. Même si les restrictions des libertés individuelles ont été imposées à l'échelle du pays, plusieurs ont jugé que cette manière de faire répétait, une fois de plus, les actions coloniales paternalistes perpétrées sans réelle implication des peuples autochtones.

Cependant, grâce à la rétroaction de nombreuses personnes, de communautés aborigènes, des ACCO et d'autres organismes professionnels concernés (dont les Kimberley Aboriginal Medical Services [KAMSC], le Kimberley Aboriginal Law and Culture Centre [KALACC] et le Kimberley Land Council [KLC]), ces directives ont été révisées le 23 mars. Ainsi, les restrictions ont été assouplies afin de permettre une certaine mobilité entre les communautés pour des raisons familiales ou culturelles, ainsi que pour l'accès à des services essentiels tels que la nourriture et le carburant.

Bien que ces changements aient permis une certaine amélioration de la situation, de nouvelles restrictions se sont ajoutées, affectant directement les communautés. Par exemple, le 26 mars, le gouvernement fédéral a limité à 10 le nombre de personnes pouvant assister à des funérailles, puis a empêché les sorry camps<sup>7</sup> et d'autres formes de participation à des pratiques funéraires essentielles. Il va sans dire que de telles mesures ont eu des conséquences socioculturelles majeures chez les peuples aborigènes des Kimberley et des communautés éloignées d'autres régions ou États (Smith et collab., 2020).

C'est dans ce contexte qu'est née l'idée de la recherche collective novatrice que nous développons actuellement avec des chercheurs établis dans les communautés aborigènes des Kimberley.

### **3. Défis et enjeux de recherche**

En l'absence d'annonces officielles des foyers de transmission du coronavirus, nombreux sont les Autochtones qui estiment que les canaux de communication par lesquels transigent les autorités sanitaires dans les Kimberley ont été lents à réagir. Qui plus est, ces autorités étaient en conflit avec d'autres autorités en place pour assumer le leadership en temps de crise. Cela a exacerbé, dans plusieurs communautés, la peur et la confusion relatives aux risques pour la santé, et a engendré de l'incertitude quant à la durée et aux conséquences des mesures sociosanitaires dans la vie quotidienne et dans l'expression culturelle.

Il y a une forte probabilité que, même si ce virus demeure contrôlé dans les Kimberley et dans d'autres régions éloignées des grands centres, de nouvelles pandémies ou catastrophes y voient éventuellement le jour. Afin de soutenir des actions éclairées vis-à-vis de tels scénarios, notre objectif est d'étudier les incidences socioculturelles émanant de l'expérience de la COVID-19, tout en nous penchant sur les modalités de la prise en charge de la pandémie à l'échelle locale.

Nous évaluerons également le processus adopté par les autorités sanitaires locales et d'autres autorités, alors que les ACCO cherchaient à intervenir dès les premiers jours et dès les premières semaines critiques de la pandémie. Enfin, nous nous pencherons sur les leçons à tirer d'une telle expérience à long terme, en particulier lorsque d'autres crises menaçant la stabilité régionale surviendront.

Pour ce faire, nous œuvrons actuellement à l'élaboration d'une recherche qui rassemblera les savoirs et les perspectives aborigènes quant aux interrogations suivantes :

1. Comment l'information a-t-elle été communiquée entre l'État, la région et les communautés? Comment peut-elle être améliorée de manière stratégique lors des prochaines pandémies et autres catastrophes potentielles?
  - a. Quelles leçons devons-nous tirer des événements qui se sont produits durant la pandémie de la COVID-19?
  - b. Quel message concernant le traçage des maladies virales fut compris par les peuples autochtones? Qui devrait en être responsable? La population devrait-elle savoir qui est atteint du virus et quel en est le risque pour la communauté?
  - c. Sur le plan gouvernemental, que retenir des approches de 2014 à 2016 relatives à la fermeture de communautés autochtones? Ces politiques seront-elles revisitées?
  - d. Quels furent, chez les peuples autochtones, les impacts d'une communication rapide et réactive des directives et de leur mise en œuvre immédiate, comme la fermeture des frontières des communautés autochtones et des comtés?
  - e. Comment les ACCO ont-elles été en mesure de réagir en fournissant des informations adaptées à la crise dans les communautés autochtones? Ces informations ont-elles été transmises de manière culturellement et linguistiquement appropriée? Dans quelle mesure les principes de santé, comme la transmission communautaire ou la croissance exponentielle des taux d'infection, ont-ils pu être communiqués et expliqués adéquatement?
  - f. Comment les messages relatifs à la santé ont-ils été communiqués aux membres vulnérables des communautés (p. ex., les personnes sans domicile fixe, les personnes vivant avec une maladie chronique ou une dépendance à l'alcool/aux drogues)? Par quels moyens ces personnes ont-elles été informées de l'importance de la distanciation physique ainsi que des dangers possibles pour leur famille et autrui si elles ne suivent pas les règles de la pandémie?
  - g. Que retiennent les communautés autochtones en ce qui a trait à la capacité des services de santé, autochtones et non autochtones, de prévenir, de dépister et de réagir aux prochaines épidémies virales?
2. Comment la vie quotidienne a-t-elle été affectée à la suite de la crise et de ses mesures restrictives? À quel point les responsabilités socioculturelles (p. ex., en lien avec les funérailles, les relations familiales, les rations pour certains produits ou le soin des aînés) furent-elles bouleversées?
3. Comment parvenir à pratiquer les mesures de distanciation physique ou d'isolement dans un logement déjà surpeuplé? Quels protocoles et quelles stratégies culturelles sont élaborés par les Autochtones pour s'assurer que ces obligations ne soient pas en contradiction avec les exigences communautaire, culturelle et populationnelle en matière de santé?
4. L'exemption d'isolement des travailleurs essentiels avant de se déplacer dans la région et dans les communautés éloignées a malheureusement contribué au taux d'infection dans les Kimberley. Comment résoudre les problèmes liés à la main-d'œuvre, en collaboration avec les peuples autochtones et les ACCO?
5. Est-ce que le transport d'individus ou de groupes depuis les villes régionales des Kimberley vers leur communauté d'origine a été bénéfique ou non?



- 
6. Des restrictions sur la vente d'alcool ont été mises en place il y a une dizaine d'années dans les Kimberley, plus particulièrement à Fitzroy Crossing, à Halls Creek et dans les environs. Alors que plusieurs entreprises ont dû fermer leurs portes en raison de la COVID-19, les magasins de vente d'alcool sont toutefois demeurés ouverts. Quelles furent les conséquences sur les familles d'un accès à l'alcool en temps de pandémie?

## Conclusion

La recherche décoloniale que nous proposons permettra d'étudier les contextes historique, politique, économique, social et culturel en vue de minimiser les impacts des crises dans les communautés aborigènes des Kimberley. Nous croyons qu'il s'agit d'une occasion unique pour l'ensemble des Australiens de tirer des enseignements de l'expérience autochtone de la gestion de crise. Dirigée par des Autochtones, cette approche de recherche est novatrice, car elle permet de briser, voire d'interrompre l'héritage des traumatismes qui perdurent chez les peuples aborigènes des Kimberley et d'ailleurs en Australie.

## NOTE

- 1 L'expression « peuples aborigènes » est communément employée pour désigner les peuples autochtones de l'Australie. Bien que le nom « aborigène » ait été d'usage jusqu'aux années 1960, il est aujourd'hui considéré comme étant obsolète et offensant, notamment car il revêt une connotation coloniale qui ne représente pas la diversité des peuples aborigènes. Les peuples aborigènes de l'Australie-Occidentale ont choisi de s'autodésigner avec l'adjectif aborigènes ajouté au nom peuples, mais ils utilisent également les termes « Autochtones » et « Premières Nations ».
- 2 La région des Kimberley se situe dans la région la plus septentrionale de l'État de l'Australie-Occidentale. À l'ouest, son littoral longe l'océan Indien et, au nord, la mer de Timor (voir Annexe). La superficie des Kimberley est de 421 451 kilomètres carrés. À titre comparatif, la superficie de la région administrative de la Côte-Nord au Québec est de 236 665 kilomètres carrés. Les régions biogéographiques des Kimberley sont représentées par des zones désertiques arides, des gorges, des plages de sable, des escarpements, des forêts tropicales, des chutes, de vastes plaines ouvertes, des vallées fluviales et des réseaux de grottes. La région est éloignée des principales zones métropolitaines. Par exemple, Broome se situe à 2 222 kilomètres de route de Perth et à 1 871 kilomètres de route de Darwin. En 2019, la population résidentielle de la région était estimée à 35 901 personnes, dont environ 50 % étaient des Autochtones (Estimate Residential Population, 2019). Plus de 100 communautés aborigènes de diverses nations occupent le territoire et plus de 40 dialectes y sont parlés.
- 3 Les missions ont entre autres été mises sur pied par l'Église pour christianiser les peuples aborigènes, pour les préparer à exercer certains métiers et pour les protéger des violences extrêmes et des massacres de propriétaires de ranch d'élevage bovin peu scrupuleux. Sans entrer dans les détails, ajoutons que les missions et leurs conséquences (dont l'assimilation culturelle) ne font pas l'unanimité chez les peuples aborigènes.
- 4 Sit-down money est une expression locale pour décrire les effets pervers des allocations de chômage conditionnelles à la résidence dans un lieu précis, les personnes actives n'étant pas portées à chercher un emploi dans d'autres ranchs ou ailleurs.
- 5 L'Australie compte deux groupes autochtones distincts, soit les peuples aborigènes continentaux et les peuples insulaires du détroit de Torrès, qui sont les premiers habitants des 274 îles situées dans le détroit de Torrès appartenant à l'État du Queensland, à l'extrémité nord de l'Australie. Les cultures de ces derniers s'apparentent davantage à celles de la Papouasie–Nouvelle-Guinée et du Pacifique que celles des peuples aborigènes du continent australien. À noter qu'en Australie-Occidentale, les peuples aborigènes ont choisi de se désigner ainsi, sans mention des peuples insulaires, le détroit de Torrès ne faisant pas partie de ce territoire.
- 6 Un aîné est une personne reconnue et hautement respectée qui occupe un rôle de leader, de conseiller et de guide tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des communautés, même au sein des ministères. Certains aînés sont des propriétaires coutumiers et des gardiens des terres; d'autres sont reconnus pour leur savoir traditionnel. À noter que l'âge ne concorde pas nécessairement avec le fait d'être considéré ou pas comme un aîné. Un reportage de la chaîne télévisée ABC diffusé le 12 avril 2020 témoigne de l'ampleur de l'engagement local en faveur de la protection des communautés et des aînés sur la route de la péninsule de Dampier : [www.facebook.com/ABCKimberley/posts/10158141170027156](http://www.facebook.com/ABCKimberley/posts/10158141170027156)
- 7 Pour les nations aborigènes de l'Australie, la période du deuil peut s'accompagner de sorry camps, tenus habituellement dans la brousse, loin des communautés immédiates, et où se déroulent plusieurs pratiques funéraires. Pour de plus amples informations, consulter le guide Cultural Orientation Handbook produit par Remote Area Health Corps (2013) et disponible en ligne : [www.rahc.com.au/sites/default/files/RAHC\\_Cultural\\_Orientation\\_Handbook\\_2016.pdf](http://www.rahc.com.au/sites/default/files/RAHC_Cultural_Orientation_Handbook_2016.pdf)

**RÉFÉRENCES**

- Government of Western Australia. (2020). Emergency Management Act 2005 (WA) Section 67: Remote aboriginal communities directions No 2. Perth: Government of Western Australia. Repéré à [www.wa.gov.au/sites/default/files/2020-04/Schedule%20to%20Directions21-3.pdf](http://www.wa.gov.au/sites/default/files/2020-04/Schedule%20to%20Directions21-3.pdf)
- Kagi, J. (2014, 12 novembre). Plan to close more than 100 remote communities would have severe consequences, says WA Premier. ABC News. Repéré à [www.parliament.wa.gov.au/publications/tables/papers.nsf/displaypaper/3912881c1313c21e87d6392248257e46000fdf56/\\$file/tp-2881.pdf](http://www.parliament.wa.gov.au/publications/tables/papers.nsf/displaypaper/3912881c1313c21e87d6392248257e46000fdf56/$file/tp-2881.pdf)
- Kandel, N., Chungong, S., Omaar, A. et Xing, J. (2020). Health security capacities in the context of COVID-19 outbreak: An analysis of International Health Regulations annual report data from 182 countries. *The Lancet*, 395, 1047-1053. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30553-5](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30553-5)
- Kelly, D. et Lobo, M. (2017). Taking it to the street: Reclaiming Australia in the top end. *Journal of Intercultural Studies*, 38(3), 365-380. <https://doi.org/10.1080/07256868.2017.1314256>
- Nulungu Research Institute. (2016). The Nulungu Way. Repéré à [www.nd.edu.au/research/nulungu/the-Nulungu-way](http://www.nd.edu.au/research/nulungu/the-Nulungu-way)
- Oscar, J. (2020, 17 mai). Coronavirus means traditional homelands may be safest for Indigenous people but it comes with unexpected lessons. ABC News. Repéré à [www.abc.net.au/news/2020-05-17/coronavirus-indigenous-health-safe-homeland-june-oscar/12245728](http://www.abc.net.au/news/2020-05-17/coronavirus-indigenous-health-safe-homeland-june-oscar/12245728)
- Paradies, Y. (2016). Colonisation, racism and indigenous health. *Journal of Population Research*, 33(1), 83-96. <https://doi.org/10.1007/s12546-016-9159-y>
- Remote Area Health Corps (2013). Cultural orientation handbook. Canberra: Australian Government. Repéré à [www.rahc.com.au/sites/default/files/RAHC\\_Cultural\\_Orientation\\_Handbook\\_2016.pdf](http://www.rahc.com.au/sites/default/files/RAHC_Cultural_Orientation_Handbook_2016.pdf)
- Smith, C., Kearney, A., Kotarba-Morley, A., Wilson, C., Grant, J., Pollard, K., ... Willika, J. (2020, 15 mai). Friday essay: Voices from the bush – How lockdown affects remote communities differently. *The conversation*. Repéré à <https://theconversation.com/friday-essay-voices-from-the-bush-how-lockdown-affects-remote-indigenous-communities-differently-136953>
- Wensing, E. (2020, 20 mai). COVID-19: Vulnerability of Indigenous Australians not a new phenomenon. Local Government Information Unit (LGIU) Australia. Repéré à <https://lgiu.org/briefing/covid-19-vulnerability-of-indigenous-australians-not-a-new-phenomenon>